

Groupe de Travail MENA-OCDE sur la Fonction Publique et l'Intégrité

Prévenir la corruption: Quel rôle pour les citoyens ?

 25 Novembre 2021, en ligne

Compte-rendu



MENA-OECD
Governance Programme
Training Centre



SNA



OECD



Contexte et objectifs de la réunion

L'engagement des citoyens dans la vie publique est particulièrement important dans la région MENA, où plus de 70 % des citoyens déclaraient au printemps 2021 ne pas avoir confiance dans leurs gouvernements, et où plus de la moitié des citoyens estimaient que les pouvoirs publics ne prenaient pas de mesures efficaces pour lutter contre la corruption. Toutefois, même si la lutte contre la corruption est avant tout une responsabilité des gouvernements, les citoyens ont également un rôle primordial à jouer pour soutenir ces efforts.

Dans ce contexte, de nombreux gouvernements de la région MENA se sont engagés à mettre en place des mécanismes et des outils pour mieux impliquer citoyens. Promouvoir le dialogue et la coopération avec les citoyens contribue à garantir la prise en compte de leurs besoins, ainsi qu'à s'assurer qu'ils disposent des moyens nécessaires pour demander des comptes aux pouvoirs publics. En relayant leurs préoccupations et en assurant un suivi de l'action publique, les citoyens peuvent en effet contribuer à promouvoir l'intégrité et la redevabilité de l'action publique et à prévenir la corruption.

La réunion du Groupe de Travail "Prévenir la corruption : Quel rôle pour les citoyens ?", organisée par le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance et le Centre de formation MENA-OCDE de Caserte, a réuni plus de 80 responsables publics, décideurs politiques, experts et membres de la société civile de 13 pays de la région MENA et de l'OCDE afin de

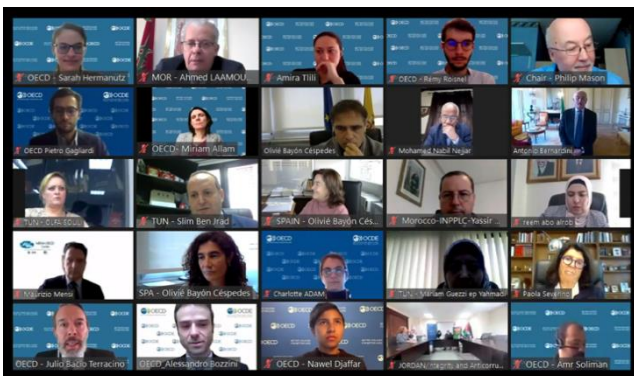
partager les expériences de leurs pays dans le renforcement du rôle des citoyens pour demander des comptes à leurs gouvernements.

Le séminaire a été ouvert par S.E. l'ambassadeur Antonio BERNARDINI, représentant permanent de l'Italie auprès de l'OCDE et co-président du programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, ainsi que par les deux co-présidents du Groupe de Travail sur la Fonction Publique et l'Intégrité, M. Ahmed LAAMOUMRI, secrétaire général du Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme Administrative du Maroc, et M. Olivé BAYÓN CÉSPEDES, directeur général de la Gouvernance Publique en Espagne. Les remarques inaugurales ont été complétées par un discours liminaire de Mme Paola SEVERINO, directrice de l'École Nationale d'Administration d'Italie, qui a souligné que la corruption ne devait pas être uniquement combattue par des mesures répressives ou des lois préventives, mais aussi par la promotion d'une culture de la légalité afin de favoriser l'engagement des citoyens. Dans ce sens, la promotion de la conscience civique, en particulier chez les jeunes, est d'une importance cruciale pour s'assurer que les citoyens s'approprient leur rôle en soutenant les gouvernements dans la prévention de la corruption.

Résumé des présentations

Impliquer les citoyens dans le suivi des stratégies de lutte contre la corruption

- Impliquer les citoyens dans la prévention de la corruption suppose des mesures juridiques visant à encourager leur participation. La nouvelle stratégie jordanienne de lutte contre la corruption 2020-2025 souligne le rôle clé des citoyens en la matière. La Commission jordanienne de lutte contre la corruption (JIACC) a établi des partenariats avec des organisations de la société civile afin de mener des études de terrain pour évaluer les préoccupations des citoyens et les sensibiliser à l'importance de





promouvoir une culture de l'intégrité et aux risques induits par les pratiques de corruption.

Chartes du citoyen

- Dans le cadre de ses efforts pour mieux intégrer les retours des citoyens dans la conception des services publics, le gouvernement tunisien a mis en place le mécanisme des chartes du citoyen. Ce mécanisme invite les citoyens et les organisations de la société civile à partager leurs remarques et leurs attentes sur certains services publics, qui sont ensuite intégrées en tant qu'engagements concrets dans les chartes du citoyen. Outre l'amélioration de la qualité des services publics, les chartes des citoyens fournissent aux citoyens les moyens de contrôler la mise en œuvre et de se faire entendre pour exiger plus de redevabilité de l'action publique.

Renforcer le rôle des citoyens dans le contrôle des activités de lobbying, de l'action gouvernementale et des élections

- En France, la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique a pris des mesures pour améliorer la transparence des activités de lobbying, en créant une plateforme qui met à disposition des citoyens des données sur les acteurs impliqués dans des activités de lobbying, ainsi que sur leurs objectifs et leurs budgets.
- En Jordanie, des acteurs de la société civile se sont engagés à promouvoir l'intégrité et à prévenir la corruption en supervisant les élections et la mise en œuvre des engagements du gouvernement dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert.

Promouvoir l'implication des citoyens dans l'élaboration des lois et des budgets

- Au sein de l'Autorité Palestinienne, le Bureau pour l'avis juridique et la législation ("Diwan") tient à jour une base de données en ligne de

toutes les législations et réglementations en vigueur. Il s'efforce actuellement de rendre l'information juridique plus facilement accessible aux citoyens afin de leur permettre de contrôler l'action publique.

- Pour améliorer l'accessibilité des informations sur les actions de lutte contre la corruption, le Bureau palestinien d'audit d'État et de lutte contre la corruption publie des rapports avec différents niveaux de complexité pour répondre à la diversité des besoins et des profils des citoyens.
- Au Maroc, la municipalité de Chefchaouen associe les citoyens dans l'élaboration de budgets participatifs dans le cadre de son plan budgétaire annuel. Les citoyens ont ainsi la possibilité de suggérer et de sélectionner des projets qui seront financés par la municipalité, qui coopère activement avec les citoyens dans la mise en œuvre des projets sélectionnés.

Pour plus d'informations

[Le Groupe de Travail MENA-OCDE sur la Fonction Publique et l'Intégrité](#)

[La note d'analyse "L'intégrité publique pour une réponse à la crise du COVID-19 et une reprise efficaces dans la région MENA"](#)

[Les travaux de l'OCDE sur les chartes du citoyens en Tunisie](#)

[Base de données de l'OCDE sur les méthodes d'engagement des parties prenantes](#)

[Les travaux de l'OCDE sur la lutte contre la corruption et l'intégrité dans le secteur public](#)

[Recommandation de l'OCDE sur l'Intégrité Publique](#)

[Recommandation de l'OCDE sur le Gouvernement Ouvert](#)